

Congrès international de l'UIHJ 2009

Voilà Marseille !

Dans un peu plus de deux ans (7/11 septembre 2009), Marseille nous ouvrira ses portes pour accueillir le 20e congrès de l'UIHJ.

Au-delà du charme que nous offre cette antique citée, c'est vers la France et le sud de l'Europe que se porteront les regards de toute la planète huissiers de justice.

L'événement est de taille.

Nul, n'oublie que c'est sur le sol français, à Paris, il y a 55 ans, que l'UIHJ fut portée sur les fonts baptismaux par Jean Soulard.

A lui seul, le choix de Marseille est un symbole, car six ans après Tunis la désignation d'une ville sud-européenne contribue à élargir cette passerelle qui se tend entre l'Europe et l'Afrique et qui préfigure les futurs schémas que nous trace la mondialisation.

Lors du conseil permanent européen qui s'est tenu à Bucarest en mai dernier, le bureau a présenté les grandes lignes du congrès en révélant le thème qui sera proposé : « Nouveau droit pour une profession plus ouverte »

Pourquoi « nouveau droit » ?

Nous pensons que l'un des fondements de droit substantiel sur lequel repose une partie importante de notre activité est à rechercher dans la notion de bien. Or, suivant la théorie civiliste classique des biens, ceux-ci se subdivisent en biens meubles (corporels et incorporels) et en immeubles.

Cette classification qui s'inspire de concepts issus du code Napoléon de 1804 n'est plus adaptée aux règles du commerce, particulièrement lorsqu'il s'agit du commerce international largement influencé par le droit anglo-saxon. L'inadéquation est flagrante. Ainsi est-il acceptable que l'acquisition d'un emplacement de parking, de modeste valeur, nécessite une cascade de formalités alors que le

transfert d'une œuvre d'art de plusieurs millions d'euros s'opère par la simple tradition ?

Aujourd'hui le patrimoine concentre des richesses incorporelles nombreuses et diverses : œuvres d'art, propriété intellectuelle, brevets et modèles, parts sociales, droits en tous genres, droit de bail, droit de chasse, d'emplacement, d'exploitation offices, concessions, autorisations administratives, licences...

Par ailleurs, le droit de créances, droit mobilier incorporel par excellence parmi les biens, est régi par des dispositions quasi autonomes qui comportent des règles d'exécution qui lui sont propres.

Les biens incorporels se singularisent par l'étendue de leurs différences économiques et leurs techniques d'appréhension. Il n'est qu'à imaginer ce que peut receler d'irrationnel pour un profane un droit de créances, traduit dans un langage ésotérique, soumis à une gestion électronique et favorisant le transfert d'un point à l'autre de la planète de véritables fortunes à la vitesse de l'éclair !

Il est bien certain que l'économie moderne a pris le dessus sur les structures classiques du droit des biens.

Les études entreprises jusqu'alors en vue de remodeler la classification voire la notion de biens, se sont révélées bien timides.

Le congrès aura pour tâche de réfléchir à une conception plus appropriée du droit des biens en contemplation de l'évolution des patrimoines et de la notion de droit des créances.

Cette étude comportera, cela va de soi, une analyse des effets collatéraux engendrés par les propositions de réformes, notamment au niveau des contrats. Il s'agira aussi de veiller à respecter les règles de compatibilité avec le projet de code européen des contrats.



Ceci sera l'occasion de pousser à la mise en œuvre des principes directeurs de l'acte privé à mentions authentiques tel que visé dans notre projet sur la pluridisciplinarité des activités de l'huissier de justice.

Enfin, il appartiendra aux techniciens les plus avisés des différents pays de reprendre les conclusions des derniers congrès d'Athènes (2000), de Tunis (2003) et de Washington (2006), afin d'en relier la substance et poursuivre le chemin conduisant au projet d'élaboration de standards communs en matière d'exécution, de signification et de régime de preuves.

Vaste programme, direz-vous, qui a pourtant suscité une totale adhésion des acteurs qui ont été pressentis.

Nous attendons la suite avec grande impatience !

Jacques Isnard
Président de l'UIHJ

Sommaire

Congrès international de l'UIHJ 2009	3
<i>UIHJ international congress 2009</i>	6

Conseil permanent de l'UIHJ à Paris : la pluridisciplinarité des huissiers de justice	7
<i>The Permanent Council of UIHJ in Paris: The Multi-Disciplinary Judicial Officers</i>	10

Conseil permanent de l'UIHJ à Bucarest (Roumanie) les 10 et 11 mai 2007 : la diversification	14
<i>The Permanent Council of the UIHJ in Bucharest, Romania May 10th and 11th, 2007: Diversification</i>	19

AFRIQUE

1er séminaire international Ufohja à Conakry	25
<i>1st Ufohja International Seminar in Conakry</i>	27

10e anniversaire de l'appel de Dakar : nouvelles perspectives de développement de la profession d'huissier de justice en Afrique	30
<i>10th Anniversary of the Call of Dakar: New Development Prospects of the Occupation of Judicial Officers in Africa</i>	38

In memoriam	46
-------------	----

Naissance à Abidjan du statut uniformisé de la profession d'huissier de justice en Afrique	47
<i>Creation in Abidjan of the Standardized Statute of the Profession of Judicial Officer in Africa</i>	49

EUROPE

Le gouvernement allemand décide de créer l'huissier de justice à statut libéral	51
<i>The German Government Decides for the Creation of a Liberal Statute for the Judicial Officers</i>	51

L'huissier de justice en Autriche : un exemple à ne pas suivre	52
<i>The Occupation of Judicial Officer in Austria: an Example not to Follow</i>	53

Conférence internationale de Bakou (Azerbaïdjan) des 29-30 novembre 2006 : une ouverture vers l'Orient	54
<i>International Conference in Baku (Azerbaijan) on November 29th-30th, 2006: A Passage to the East</i>	55

Bulgarie : les huissiers de justice indépendants construisent l'avenir	57
<i>Bulgaria: the Independent Judicial Officers Build the Future</i>	58

Participation de l'UIHJ à la 8e réunion plénière de la CEPEJ	59
<i>Participation of the UIHJ at the 8th Plenary Meeting of the CEPEJ</i>	61

Entrevue avec Fausto de Santis, nouveau président de la CEPEJ	63
<i>Interview With Fausto de Santis, New President of the CEPEJ</i>	64

La consécration de l'huissier de justice libéral européen garant de l'Etat de droit	65
<i>Recognition of Liberal European Judicial Officers as Guarantors of the State of Law</i>	72

La signification des actes au cœur du colloque des Procuradores à Séville (Espagne)	79
<i>Service of Documents in the Heart of the Procuradores Conference in Seville (Spain)</i>	83

Visite du président de la Cour suprême de Croatie à la Chambre nationale des huissiers de justice de France	87
<i>Visit of the President of the Supreme Court of Croatia to the National Chamber of the Judicial Officers of France</i>	88



Mission ministérielle polonaise à Paris <i>Mission of the Polish Ministry of Justice in Paris</i>	89 91
Visite d'une délégation roumaine en France des 20 au 22 mars 2007 <i>Visit of a Rumanian Delegation in France from 20 to March 22, 2007</i>	92 93
Italie : un nouvel espoir ? <i>Italy: a New Hope?</i>	93 94
Les huissiers de justice lettons face aux enjeux européens <i>The Latvian Judicial Officers Facing European Stakes</i>	95 98
Deux experts de l'UIHJ participent à un programme CARDS à Skopje <i>Two UIHJ Experts Take Part in a CARDS Program in Skopje</i>	101 101
Visite à Skopje : l'accueil chaleureux de futures membres de l'UIHJ <i>Skopje Visit: a Warm Welcome from Future UIHJ Members</i>	102 103
Visites d'une délégation bulgare aux Pays-Bas <i>Bulgarian Study Visit to the Netherlands</i>	104 105
Réception au ministère de la justice de Pologne à Varsovie le 24 janvier 2007 <i>Meeting with the Ministry of Justice of Poland in Warsaw on January 24, 2007</i>	106 107
Participation de l'UIHJ aux journées d'étude 2007 de la Chambre des Solicitadores portugais <i>Participation of the UIHJ in the 2007 Study Meeting of the Chamber of Portuguese Solicitadores</i>	107 108
5e anniversaire de la Chambre nationale tchèque des huissiers de justice <i>5th Anniversary of the Judicial Officers' Chamber of the Czech Republic</i>	109 111
La formation célébrée lors du séminaire internationale de Sinaia (Roumanie) les 15 et 16 février 2007 <i>Training Celebrated During the International Seminar of Sinaia (Romania) on February 15, and 16 2007</i>	113 115
Nouvelle participation de l'UIHJ à un séminaire du Conseil de l'Europe en Russie <i>New Participation of the UIHJ in a Seminar of the Council of Europe in Russia</i>	117 119
Vers une harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'Union européenne <i>Towards a Harmonization of the Occupation of Judicial Officer in the European Union</i>	121 124



ASIE

L'UIHJ au premier congrès des huissiers de justice du Kazakhstan <i>First Congress of the Judicial Officers of Kazakhstan</i>	127 130
--	------------

AMÉRIQUES

Une délégation de l'UIHJ participe à un séminaire à Mendoza (Argentine) sur les procédures d'exécution <i>A Delegation of the UIHJ Takes Part in a Seminar in Mendoza (Argentina) on Enforcement</i>	134 135
Jumelage Québec – France pendant le Conseil permanent de l'UIHJ à Paris <i>Twinning Convention Between Quebec and France</i>	136 137
In memoriam	137
Est-il possible de mettre en exécution aux Etats Unis des jugements étrangers ? <i>Recognition and enforcement of foreign country money-judgements in the United States</i>	138 140
In memoriam	142

UIHJ international congress 2009

Here is Marseilles!

In a little more than two years (September 7-11, 2009), Marseilles will open its doors to us to accommodate the 20th Congress of the UIHJ.

Beyond the charm, which this antique city offers to us, it is towards France and the south of Europe that the world of Judicial Officers will glance.

This is a major event.

No one will forget that it is on French ground, in Paris, 55 years ago, that Jean Soulard created the UIHJ.

On its own, the choice of Marseilles is a symbol. Six years after Tunis, the designation of a South-European city contributes to widen this footbridge, which is tightened between Europe and Africa, and which precedes the future diagram that suggests globalization.

At the time of the European Permanent Council, which was held in Bucharest last May, the board presented the broad outlines of the Congress by revealing the topic that will be proposed:

“New Right for a More Open Profession”

Why “new right”?

We believe that one of the bases of the substantial law - on which rests a great part of our activity - is to be sought in the concept of assets. However, according to the traditional civil law theory of the goods, they subdivide themselves in “movable” property (tangible or intangible) and in “immovable” property. This classification, which takes as a starting point the concepts resulting from the Napoleon code of 1804, is no more adapted to the rules of trading, particularly the international trading largely influenced by the Anglo-Saxon law. The inadequacy is obvious. Thus, is it acceptable that the acquisition of a site of car park, usually of modest value, requires a cascade of formalities,

whereas the transfer of a work of art of several million Euros takes place by a simple operation?

Today inheritance concentrates many and various intangible assets: works of art, intellectual property, patents and models, social shares, rights of all kinds, right of lease, hunting rights, running of businesses, concessions, administrative authorizations, licenses... In addition, the law of credits, the main intangible movable law among the goods, is governed by quasi-autonomous provisions, which comprise special rules of execution.

The intangible goods are made conspicuous by the extent of their economic differences and their distinct techniques. One only has to consider how irrational, for a the common people, is the law on credits, when it is translated in a esoteric language, and subjected to electronic management supporting the transfer from one point of the planet to another of real fortunes at the speed of light!

It is quite certain that the modern economy took the top on the traditional structures of the right of the goods.

The studies hitherto undertaken in order to reorganize classification including the concept of goods, appeared quite timid. The Congress will have as a task, to think of a more suitable concept of the right of the goods in contemplation of the evolution of the inheritances and of the concept of right of the credits.

This study will obviously include an analysis of the collateral effects generated by the proposals of reforms, in particular, on a contractual level. It will also be a question of taking care to comply with the rules of compatibility with the project of a European code of contracts.

This will be the occasion to lead to the implementation of the guiding principles of the private deed with official value as aimed in our project on the



multi-disciplinary activities of the Judicial Officer.

Lastly, it will rest to the most advised technicians of the various countries to consider the conclusions of the last Congresses of Athens (2000), Tunis (2003) and Washington D.C. (2006) in order to connect their substance and to pursue the leading project of development of common standards as regards to enforcement, service of documents and evidence.

This appears to be a vast program. However, it caused the total adhesion of the actors who have been approached to implement it.

We await its continuation with great impatience!

Jacques Isnard
President of the UIHJ